vinetur

# Le Royaume-Uni réduit les taxes immobilières des commerces, hôtels, restaurants et loisirs

Les nouveaux coefficients entreront en vigueur en avril 2027 après une correction des chiffres du budget destinée à préserver la réduction prévue

jeudi 12 novembre 2026



Le gouvernement britannique a révisé le calcul des taxes immobilières applicables aux entreprises du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des loisirs en Angleterre. Les coefficients qui s'appliqueront à partir d'avril 2027 ont été abaissés, ce qui représente 33 millions de livres sterling de réduction supplémentaire par an pour les entreprises éligibles, selon les estimations.

Cette modification fait suite à la publication de nouvelles instructions adressées aux collectivités locales le 30 octobre, deux jours après la présentation du budget, le 28 octobre. La taxe immobilière professionnelle est un impôt acquitté par les occupants de locaux commerciaux ; les coefficients servent à convertir la valeur imposable d'un bien en montant final à payer.

Dans le cadre de cette révision, les deux coefficients applicables à l'hôtellerie-restauration ont été abaissés de 0,2 penny. Celui des petites entreprises est passé de 39,7 pence à 39,5 pence, tandis que le coefficient standard du secteur a été ramené de 44,7 pence à 44,5 pence. Selon le cabinet de conseil fiscal Ryan, la réduction par rapport aux taux standard passe ainsi de 5 à 5,2 pence.

Ryan estime que les nouveaux chiffres devraient générer 33 millions de livres sterling de réductions annuelles supplémentaires pour les entreprises éligibles du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des loisirs. Le cabinet précise que les économies réalisées varieront d'une entreprise à l'autre, car elles dépendent des critères d'éligibilité et des autres dispositifs d'allègement dont bénéficie déjà chaque établissement.

L'effet ne sera donc pas uniforme pour les pubs, les bars et les restaurants. Pour les établissements dont les ventes reposent largement sur la bière, le vin, les spiritueux et d'autres boissons, même une baisse modeste des coûts liés à la taxe immobilière peut influer sur la préparation des budgets et la gestion des marges, en particulier lorsque les bénéfices sont faibles. L'avantage variera toutefois selon les établissements, et certaines entreprises pourraient n'en tirer qu'un bénéfice limité une fois pris en compte les allègements dont elles profitent déjà.

Le gouvernement a indiqué que cet ajustement visait à prendre en compte l'inflation de manière cohérente et à aligner les chiffres sur l'intention initiale de sa politique. Cette correction répond aux inquiétudes selon lesquelles les taux publiés le jour de la

présentation du budget ne préservaient pas pleinement le niveau de réduction prévu pour les secteurs concernés.

Mercredi 11 novembre, Alex Probyn, responsable de l'activité fiscalité immobilière de Ryan pour l'Europe et l'Asie-Pacifique, a salué la correction, tout en estimant que la manière dont elle avait été effectuée avait créé de l'incertitude. Il a déclaré que l'augmentation de la réduction était une bonne nouvelle pour les entreprises du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des loisirs, car elle préservait une partie de l'allègement face à l'inflation. Il a toutefois fait valoir que les entreprises et leurs conseils avaient déjà commencé à planifier leurs activités sur la base des chiffres annoncés le jour du budget, avant leur modification quelques jours plus tard.

Cette révision s'ajoute à d'autres mesures concernant les taxes immobilières professionnelles annoncées dans le budget. Parmi celles-ci figure le relèvement du seuil ouvrant droit à l'exonération totale au titre du Small Business Rates Relief, qui passera de 12 000 à 18 000 livres sterling. Cette mesure devrait permettre à davantage de petits locaux d'en bénéficier, notamment certains établissements indépendants de l'hôtellerie-restauration.

Les nouvelles instructions interviennent également après une précédente analyse de Ryan, qui avertissait que les entreprises de l'hôtellerie-restauration, des loisirs et de l'hébergement pourraient voir leurs taxes immobilières augmenter de 129 millions de livres sterling à partir d'avril 2027 en raison de l'inflation. Dans ce contexte, la dernière révision apporte un certain contrepoids, sans toutefois supprimer les pressions plus générales sur les coûts auxquelles sont confrontés de nombreux professionnels du secteur en Angleterre.

Pour les groupes de pubs comme pour les exploitants indépendants, ces détails sont importants : les taxes immobilières constituent un coût fixe qu'il est difficile de réduire lorsque les ventes ralentissent. La baisse des coefficients pourrait alléger quelque peu cette charge à partir d'avril 2027, mais les économies réalisées par chaque entreprise dépendront de la valeur de son bien, du coefficient applicable et de son éventuelle éligibilité aux dispositifs d'allègement existants.